

# RECOMPOSITION DES FAMILLES ET DES MÉNAGES, DU MOYEN ÂGE À NOS JOURS

Colloque de la Société de Démographie Historique  
Paris, INED, 27-28 novembre 2025



(English below)

Les travaux sur les sociétés contemporaines insistent sur le fait que la recomposition familiale a pris de l'ampleur ces dernières décennies, dans le contexte de montée de la divortialité et, plus globalement, de multiplication de ruptures d'unions, mariées ou non. Depuis longtemps, les historiens rappellent néanmoins que le phénomène était loin d'être inconnu ou marginal dans les sociétés du passé. Les mêmes ont démontré cependant que les origines en étaient passablement différentes, ne serait-ce qu'en raison du poids de la mortalité adulte qui brisait prématurément nombre de couples. Pour autant, se contenter d'opposer les veuves d'hier et les divorces et séparations d'aujourd'hui relève d'une vision réductrice des situations passées et présentes, qui alimentent débats et critiques.

Il paraît plus que nécessaire d'aller au-delà de ce schématisme qui occulte la diversité des pratiques familiales actuelles et anciennes et brouille la compréhension des transformations historiques sur le long terme. C'est pourquoi la Société de Démographie Historique propose, lors de ce colloque, de réfléchir sur la notion de recomposition familiale et de l'éclairer sur un plan diachronique en l'envisageant dans ses multiples dimensions.

Il s'agira tout d'abord d'étudier la diversité des processus déclencheurs (décès, mise en couple ou rupture, vieillesse ou dépendance, mobilité volontaire ou forcée, accueil d'enfant ou adoption, etc.), de saisir la variété des formes de recomposition, d'en déterminer le caractère

généré, d'en mesurer les fréquences à l'échelle d'une société ou des parcours de vie individuels, dans un contexte historique précis ou sur la longue durée. Les manières dont les recompositions ont été vécues, notamment selon l'âge et le genre, sur les plans émotionnel et relationnel par les différents acteurs engagés seront également abordées, de même que leurs conséquences multiples, qu'elles soient démographiques, sociales, économiques, juridiques. Les enjeux de reproduction familiale, brisée ou préservée, se lisent aussi en termes de tensions, de conflits, d'accords, de solidarités anciennes et nouvelles. Toutes ces dynamiques familiales « micro » s'inscrivent dans l'Histoire, c'est-à-dire dans des systèmes idéologiques et des contextes institutionnels qui régulent, encadrent, contraignent ou facilitent les différentes formes de recompositions familiales, mais aussi dans des régimes socio-démographiques qui définissent une certaine forme d'ordinarité des parcours individuels et familiaux. Cette dernière peut cependant être bouleversée par la récurrence plus ou moins grande des crises, telles que des guerres, des épidémies, des déplacements de population, etc. Comment les recompositions des familles et des ménages évoluent-elles lorsque ces chocs collectifs apportent des ruptures, mais également des opportunités ?

Nous appelons les historiennes et historiens actifs sur ces différents thèmes à répondre à cet appel, avec des études susceptibles de s'appuyer sur une grande variété de sources (état civil, recensements, sources judiciaires, archives notariales, comptabilités, chroniques, écrits du for privé, etc.), à travers des démarches aussi bien quantitatives que qualitatives ou mixtes. Des synthèses sont envisageables. En cohérence avec notre perspective, il sera aussi fait place aux travaux contemporains qui proposent des aller-retours entre le passé et le présent. Ceux qui mettent en évidence l'émergence de comportements nouveaux seront particulièrement bienvenus. Il va de soi que les propositions de communication pourront envisager des espaces tant occidentaux que non-occidentaux et que le comité scientifique autorise une lecture polysémique de ce que les termes « familles » et « ménages » pourraient être amenés à signifier selon les périodes historiques prises en compte.

Afin d'orienter les propositions, voici une liste, qui se veut incitative et non limitative, de questionnements sur lesquels les chercheurs intéressés pourront mener leurs investigations.

1) Quelles sont les diverses formes « ordinaires » de recomposition des familles et des ménages dans le contexte étudié ? Comment s'articulent-elles aux parcours de vie des individus ? Quelles en sont les fréquences en fonction des différentes variables socio-démographiques caractérisant individus et familles ? Existe-t-il des options privilégiées en fonction des défis à relever : par exemple, remariage masculin en cas de veuvage précoce ou de séparation ; accueil parental des veuves ou des mères célibataires ; cohabitation de sœurs veuves ou célibataires lors de la vieillesse ; regroupement d'apparentés lors des phases de mobilité saisonnière ou durable, etc. ?

2) Quels sont les impacts spécifiques en termes de recomposition familiale des périodes de crise ou de choc historique collectif (guerres, épidémies, déplacements de population) ? Selon quels processus et quelles temporalités s'opèrent la redistribution des individus dans les ménages, et la redéfinition des positions individuelles au sein de la famille et de la parenté ? Observe-t-on des phénomènes d'exclusion plus marqués ?

3) Quelles sont les places des solidarités, des conflits, de la violence, dans les différents processus de recomposition des familles ? Quels sont les mécanismes formels ou informels qui permettent d'affronter la conflictualité ou de (re)construire de l'harmonie ? Quels en sont les résultats et les éventuelles limites, tant à un niveau méso (les ménages) qu'à celui des individus qui les composent (les hommes, les femmes, les enfants) ?

4) Comment les recompositions des familles s'opèrent-elles sur les plans émotionnel, économique, patrimonial, ou encore en termes de hiérarchie et de relations de pouvoir au sein du ménage et de la parenté ? Le remariage est-il toujours synonyme de menace pour les enfants du premier lit ? Quels sont les impacts des recompositions en termes de mise en œuvre fonctionnelle d'une « parenté quotidienne » ?

5) Quels sont les mécanismes normatifs établis ou portés par les Églises, l'État, les communautés locales, etc., qui encadrent et régulent les recompositions familiales ? Quelles en sont les logiques, en fonction des lieux et des époques ? Comment ces mécanismes orientent-ils concrètement les comportements des acteurs en favorisant ou au contraire restreignant ou interdisant certaines options ? Comment individus et familles s'adaptent-ils à ces incitations ou obstacles en fonction de leurs objectifs propres ?

6) Quels sont les modes d'appréhension institutionnels ou scientifiques des multiples formes de recompositions familiales ? Donnent-elles lieu à enregistrement, et si oui, lesquelles et sous quelles formes ? Quelles perceptions en ont les milieux politiques, les agents des administrations, les acteurs associatifs ou culturels, la société dans son ensemble ? Quels discours engendrent-elles : sont-elles érigées en symptômes inquiétants, en « question sociale », ou à l'inverse en modèles ?

La date limite de soumission des propositions est fixée au **15 avril 2025**. Les propositions seront envoyées à l'adresse suivante : [sdh.demographiehistorique@gmail.com](mailto:sdh.demographiehistorique@gmail.com) . En **deux pages maximum**, elles présenteront la question de recherche, les sources déployées, la méthode utilisée, et les résultats attendus. Elles pourront être rédigées en français, anglais, espagnol, italien.

Le comité scientifique fixera la liste des propositions retenues au cours du mois de mai 2025 et préviendra l'ensemble des personnes concernées.

Comité scientifique et d'organisation :

Carole Avignon (TEMOS, Angers), Sandra Brée (CNRS, LARHRA, Lyon), Fabrice Boudjaaba (CNRS, CRH, Paris), Jean-François Chauvard (Université Panthéon-Sorbonne, Paris), Julie Doyon (Université Lyon-2, Lyon), Claire-Lise Gaillard (INED, Paris), Francisco Garcia Gonzalez (Universidad Castilla-La Mancha, Albacete), Vincent Gourdon (CNRS, Centre Roland Mousnier, Paris), Michel Oris (CSIC, Madrid), Arnaud Régnier-Loilier (INED, Paris).

# **RECOMPOSITION OF FAMILIES AND HOUSEHOLDS, FROM THE MIDDLE AGES TO THE PRESENT DAYS**

**Conference of the Société de Démographie Historique**

**Paris, INED, November 27-28, 2025**



Studies of contemporary societies emphasize the fact that family recomposition has become more widespread in recent decades, against a backdrop of rising divorce rates and, more generally, a growing number of broken unions, both married and unmarried. Historians have long been pointing out that this phenomenon was far from unknown or marginal in past societies. The same historians have shown, however, that the origins of the phenomenon were quite different, if only because of the weight of adult mortality, which prematurely broke up many couples. However, simply contrasting yesterday's widowhoods with today's divorces and separations is a reductive view of past and present situations, which fuels debate and criticism.

It seems more than necessary to go beyond this schematism, which obscures the diversity of current and past family practices, and blurs the understanding of long-term historical transformations. That is why the Société de Démographie Historique is proposing this colloquium to reflect on the notion of family recomposition and to shed light on it diachronically, by considering it in its multiple dimensions.

The aim is to study the diversity of the processes that trigger family recomposition (death, partnering or break-up, old age or dependency, voluntary or forced mobility, child fostering or adoption, etc.), to grasp the variety of forms of recomposition, to determine their gendered nature, and to measure their frequency on the scale of a society or individual life courses, in a specific historical context or over the long term. The ways in which recompositions have been

experienced, particularly according to age and gender, on the emotional and relational levels by the various players involved will also be addressed, as will their multiple consequences, whether demographic, social, economic or legal. The challenges of family reproduction, whether broken or preserved, can also be seen in terms of tensions, conflicts, agreements, old and new solidarities. All these “micro” family dynamics are rooted in ideological systems and institutional contexts that regulate, frame, constrain or facilitate the various forms of family recomposition, but also in socio-demographic regimes that define a certain form of normality in individual and family paths. The latter can, however, be disrupted by the recurrence of crises of varying severity, such as wars, epidemics, population movements and so on. How do family and household recompositions evolve when these collective shocks bring ruptures, but also opportunities?

We invite historians working on these themes to respond to this call, with studies based on a wide variety of sources (civil registry, census, judicial sources, notarial archives, accounting, chronicles, private writings, etc.), using quantitative, qualitative or mixed approaches. Syntheses are also possible. In keeping with our perspective, we will also make room for contemporary works that offer a back-and-forth between the past and the present. Those that highlight the emergence of new behaviors will be particularly welcome. It goes without saying that proposals for papers may consider both Western and non-Western spaces, and that the scientific committee authorizes a polysemic reading of what the terms “families” and “households” might come to mean according to the historical periods taken into account.

In order to guide the proposals, here is a list of questions, which is intended to encourage and not to limit, and which interested researchers may wish to investigate.

1) What are the various “ordinary” forms of family and household recomposition in the context studied? How do they relate to individuals' life paths? How frequent are they, depending on the different socio-demographic variables characterizing individuals and families? Are there any preferred options, depending on the challenges to be met: for example, male remarriage in the event of early widowhood or separation; parental care for widows or single mothers; cohabitation of widowed or single sisters in old age; grouping together of relatives during phases of seasonal or long-term mobility, etc.?

2) What are the specific impacts in terms of family recomposition of periods of crisis or collective historical shock (wars, epidemics, population movements)? What processes and timeframes are involved in the redistribution of individuals within households, and the redefinition of individual positions within families and kinships? Are exclusion phenomena becoming more marked?

3) What are the roles of solidarity, conflict and violence in the various processes of family recomposition? What are the formal or informal mechanisms for dealing with conflict or (re)building harmony? What are the results and possible limits, both at a meso level (households) and at the level of the individuals who make them up (men, women, children)?

4) How do family recompositions operate on emotional, economic and patrimonial levels, as well as in terms of hierarchy and power relations within households and kin groups? Is

remarriage always synonymous with a threat to first-born children? What are the impacts of recomposition in terms of the functional implementation of “everyday kinship”?

5) What are the normative mechanisms established or supported by the Churches, the State, local communities, etc., that frame and regulate family recomposition? What are their rationales, depending on place and time? How do these mechanisms concretely guide the behavior of players, favoring or, on the contrary, restricting or prohibiting certain options? How do individuals and families adapt to these incentives or obstacles, according to their own objectives?

6) What are the institutional or scientific approaches to the many forms of family recomposition? Do they give rise to registration, and if so, in what form? How are they perceived by politicians, civil servants, associations, cultural players and society as a whole? What kind of discourse do they generate: are they seen as worrying symptoms, as a “social issue”, or as models?

The deadline for submissions is **April 15, 2025**. Proposals should be sent to the following address: [sdh.demographiehistorique@gmail.com](mailto:sdh.demographiehistorique@gmail.com). In **no more than two pages**, they should present the research question, the sources used, the method employed, and the expected results. They may be written in French, English, Spanish or Italian.

The scientific committee will draw up a list of successful proposals in May 2025, and will notify all those concerned.

Organizing and scientific committees:

Carole Avignon (TEMOS, Angers), Sandra Brée (CNRS, LARHRA, Lyon), Fabrice Boudjaaba (CNRS, CRH, Paris), Jean-François Chauvard (Université Panthéon-Sorbonne, Paris), Julie Doyon (Université Lyon-2, Lyon), Claire-Lise Gaillard (INED, Paris), Francisco Garcia Gonzalez (Universidad Castilla-La Mancha, Albacete), Vincent Gourdon (CNRS, Centre Roland Mousnier, Paris), Michel Oris (CSIC, Madrid), Arnaud Régnier-Loilier (INED, Paris).